

Les nouvelles perspectives de la politique énergétique au Royaume-Uni

Pendant une décennie, le Royaume-Uni avait vu ses émissions de gaz à effet de serre décroître, ce qui lui avait permis de prendre le rôle de *leader* dans les négociations internationales sur le changement climatique. Puis on fut bien embarrassé de constater que les émissions carbonées avaient repris et augmenté de presque 5 % de 1999 à 2004, à la suite de la fermeture des centrales nucléaires, mais aussi d'un plus grand recours au charbon, dû à la hausse du prix du gaz. Pourtant, lors de la publication du livre blanc de 2003, la construction de nouveaux réacteurs nucléaires paraissait tout au mieux une possibilité lointaine, et encore. A la suite de la dernière réévaluation de la politique énergétique, le Gouvernement britannique, dans un rapport publié en juillet 2006, fit montre d'un revirement spectaculaire en affirmant que de nouvelles centrales nucléaires auraient des effets économiques bénéfiques en termes de réduction des émissions de carbone et de sécurité d'approvisionnement.

Par **Malcolm GRIMSTON**, Honorary Senior Visiting Research Fellow at Imperial College London, Fellow of the Royal Institute of Foreign Affairs (Chatham House) (*)

« **L**e nucléaire, qui ne produit que très peu de gaz à effet de serre (GES) est une source d'électricité qui concourt à la diversité de notre approvisionnement en énergie. Il est probable, selon certains scénarios relatifs aux prix du gaz et du charbon, que de nouvelles centrales nucléaires auront des effets économiques bénéfiques en termes de réduction des émissions de gaz carbonique et de sécurité d'approvisionnement. Le Gouvernement pense que le nucléaire a un rôle à jouer, avec d'autres options de faible teneur en carbone, dans le futur « mix » de production électrique britannique. Les informations collectées pendant la consultation en vue d'une réévaluation de la politique énergétique confirment cette opinion. »

Ce positionnement du Gouvernement britannique dans un rapport publié en juillet 2006 à la suite de la dernière réévaluation de la politique énergétique (extraits de *The energy challenge*) signale un revirement spectaculaire par rapport aux conclusions tirées lors de la réévaluation précédente, qui figurent dans le livre blanc de 2003 : « *Our energy future – Creating a low carbon economy* ». Le ton y était très différent. Tout en admettant à contrecœur l'importance de l'énergie nucléaire pour une production d'électricité plus propre, le

(*) Cet article a été traduit de l'anglais par Noal Mellott (CNRS, Paris).

document de 2003 affirmait : « *Certains facteurs économiques actuels font [du nucléaire] une option sans attrait pour la nouvelle production d'électricité sans émission de carbone, et il y a aussi le problème que pose le stockage des déchets nucléaires, qui vient s'ajouter à celui que posaient déjà les déchets provenant d'autres sources. Pour conclure, nous avons, dans ce contexte, raison de concentrer nos efforts sur l'efficacité énergétique et sur les énergies renouvelables. C'est pourquoi, nous ne proposons pas de relance de la construction de centrales nucléaires maintenant.* »

Cette volte-face, même émanant des milieux politiques, est surprenante, surtout dans une période aussi courte. Comment expliquer cette réévaluation des besoins énergétiques du pays et du potentiel que représente le nucléaire ?

LES BASES DU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE

On entend souvent dire qu'une société a trois exigences par rapport à son système énergétique : la sécurité de l'approvisionnement, une énergie économique et un impact acceptable sur l'environnement. A cela on pourrait en ajouter une quatrième, à savoir que la politique énergétique doit faire l'objet d'un large consensus politique et social. Pendant les années 1990, la politique du Royaume-Uni en ce domaine paraissait être d'une incroyable facilité. Durant une courte décennie, elle a permis des améliorations sur tous les fronts – à la différence des années 1970 et 1980, années au cours desquelles existèrent de fortes tensions. À la suite du choc pétrolier des années 1970, plusieurs pays ont cru qu'une politique fondée sur la planification centrale et sur des interventions étatiques suffirait pour assurer la sécurité de l'approvisionnement. L'industrie du charbon bénéficiait d'un grand renouveau mais à un coût considérable en termes environnementaux à cause des émissions acides (NO_x, SO₂) et des gaz à effet de serre. La puissance du principal syndicat minier au Royaume-Uni (*National Union of Miners*) s'était renforcée, d'où d'importants problèmes politiques pour les gouvernements dirigés par le Parti conservateur en 1972, 1974 et 1981.

L'énergie nucléaire avait également le vent en poupe même si l'importance des capitaux nécessaires pour les centrales en cours de construction posait de gros problèmes financiers dans ce secteur. En effet, le programme de réacteurs AGR (*Advanced Gas-Cooled Reactors*), à la fin des années 1960 et dans les années 1970, s'est révélée être une très mauvaise affaire financière.

Après l'effondrement de l'OPEP et la chute du prix du pétrole à la fin des années 1980, le défi de l'énergie a pris une autre tournure. On a découvert d'énormes réserves de pétrole et surtout de gaz naturel en mer du Nord, dans les eaux territoriales du Royaume-Uni. La puissance des syndicats de mineurs fut écrasée lors d'une grève qui dura un an (1984-85). Grâce à de nouveaux procédés de désulfuration (*Flue Gas Desulphu-*

risation) mis en place, vers 1990, dans les deux plus grandes centrales à charbon (Drax et Ratcliffe), les émissions acides (notamment SO₂) étaient en diminution,

Lors d'un discours prononcé en 1982, le secrétaire à l'Énergie, Nigel Lawson, envisagea alors un changement fondamental dans le fonctionnement de l'industrie électrique :

« *A nos yeux, ce n'est pas le rôle du Gouvernement de planifier les futures évolutions de production et de consommation d'énergie. Il n'a même pas, non plus, pour tâche essentielle de faire en sorte que soient équilibrées l'offre et la demande du Royaume-Uni en matière d'énergie. Notre tâche est d'établir un cadre qui puisse assurer le fonctionnement du marché avec un minimum de distorsions ainsi qu'une production et une consommation énergétiques efficaces.* »

Durant cette décennie, des mesures allaient être prises pour privatiser l'industrie électrique (ainsi que le gaz, le charbon et la prospection pétrolière) et pour ouvrir le marché à la concurrence. Le CEGB (*Central Electricity Generating Board*), un monopole présent en Angleterre et au Pays de Galles, fut privé de ses droits sur *National Grid*. Il fut remplacé par trois sociétés : *National Power* et *PowerGen* (par la suite privatisées) qui géraient des centrales à charbon et *Nuclear Electric* (restée publique jusqu'au milieu des années 1990), propriétaire de centrales nucléaires. Les douze sociétés (*Area Boards*) de transport et de distribution, qui jouissaient de monopoles régionaux, furent privatisées. Entre 1990 et 1999, le consommateur obtint progressivement le droit d'acheter de l'électricité à de nouvelles sociétés de distribution (les *Discos*, qui avaient pris la place des *Area Boards*) ou à d'autres intermédiaires, et même directement aux centrales.

Ruée sur le gaz

En outre, la levée de l'interdiction d'utiliser le gaz naturel pour l'électricité déclencha une « ruée sur le gaz ». Et les *Discos* se mirent à construire des centrales électriques à gaz afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de *National Power* et de *PowerGen*.

Plusieurs facteurs sont venus pallier la hantise de la sécurité de l'approvisionnement : la disponibilité croissante de gaz naturel (qui n'était guère utilisé pour l'électricité en 1990, mais qui devait représenter plus d'un tiers du marché en 2000) ; la construction d'un grand nombre de nouvelles centrales électriques à gaz ; l'ouverture d'une centrale nucléaire (*Sizewell B*) en 1995 ; et la mise hors jeu politique des syndicats de mineurs. Le passage du charbon au gaz allait considérablement réduire les émissions de gaz à effet de serre (et notamment de gaz carbonique). Aussi le Royaume-Uni pouvait-il remplir aisément ses engagements pris lors de la convention de Rio en 1992, notamment de ne pas émettre davantage de gaz carbonique en 2000 qu'en

1990. En effet, ces émissions allaient baisser de plus de 7 % au cours de la décennie.

Le Gouvernement pouvait donc désormais concentrer ses efforts sur la réduction du coût de production d'électricité. Cet objectif fut atteint en ouvrant les marchés de production et de distribution à la concurrence, et en favorisant l'adoption d'une nouvelle technologie hautement efficace (CCGT, *Combined Cycle Gas Turbine*). Ces politiques n'engendrèrent pas de grand émoi politique ou social, à part quelques voix qui s'élevèrent en faveur de l'industrie du charbon, ce qui amena le Gouvernement à imposer, en 1992 et en 1998, des mesures de sauvegarde qui se sont avérées, à la longue, peu efficaces. Etant donné cette conjoncture favorable, le Gouvernement travailliste, installé en 1997, estima que sa tâche serait de mener à bien ces réformes du marché tout en procédant au redressement des déséquilibres les plus flagrants. Le CEGB, ainsi que ses homologues en Écosse et en Irlande du Nord, jouissaient d'un quasi-monopole dans la production d'électricité ; de même, les *Area Boards* avaient un monopole de distribution locale. En revanche, chacune de ses entreprises dut accepter une obligation de service public sur l'ensemble du territoire dans leur zone respective. Le CEGB pouvait, du moins en principe, investir dans toute la gamme des technologies (y compris dans le nucléaire), puisque tous les coûts supplémentaires seraient supportés par les consommateurs captifs.

Nucléaire et marché financier

À la suite de la libéralisation et de la mise en concurrence de tous les acteurs, l'ensemble des risques d'investissement dans le secteur nucléaire s'est révélé plus important. Du coup, le marché financier demandait une rentabilité accrue. Pour le nucléaire, cela était néfaste : d'une part, parce qu'un niveau de rentabilité élevé nuit plus à la compétitivité des projets à forte intensité capitalistique qu'à celle d'installations (notamment de gaz naturel) moins gourmandes en capital ; d'autre part, parce qu'un projet qui prend plus de temps pour recouvrir la mise initiale de capitaux comporte plus de risques que celui qui s'amortit rapidement. Les investisseurs sont donc enclins à demander un plus fort taux de retour des projets nucléaires que des projets de gaz, ce qui accroît l'avantage économique du gaz. Parmi les facteurs qui augmentent, dans le cadre d'un marché concurrentiel, les risques d'investissement dans une centrale nucléaire, nous pouvons signaler :

- la durée des délais nécessaires à sa construction, pendant lesquels des événements extérieurs (modification des règles, etc.) sont susceptibles d'imposer un nouveau planning, voire de modifier la conception du projet à mi-parcours ou même de provoquer son abandon ;
- le risque perçu de dépassements budgétaires ;

- le risque d'une ingérence des autorités publiques en raison d'événements fâcheux ou de nouvelles considérations politiques (par exemple, l'élection d'un gouvernement moins favorable au nucléaire, comme celui de l'Allemagne en 1998) ;
 - l'absence, dans certains pays, d'une politique publique cohérente à long terme et le manque de soutien de l'État ;
 - le risque perçu de problèmes techniques susceptibles de réduire la production, particulièrement pour des projets de réacteurs ;
 - l'existence d'autres choix possibles d'investissements dans des sources d'énergie moins gourmandes en capitaux initiaux et, du coup, comportant moins de risques en période de stabilité des prix des combustibles (et surtout du gaz naturel) ;
 - la nécessité de couvrir les coûts liés à l'ingénierie et aux obtentions de licences lors de la première application de toute innovation concernant les réacteurs.
- Face à toute cette liste de raisons défavorables à l'énergie nucléaire, il n'y eut aucune argumentation valable pouvant convaincre de la nécessité d'y recourir.

Une confiance ébranlée

La suggestion faite en 1979 de construire, au cours de la prochaine décennie, un parc de dix réacteurs à eau pressurisée (EPR) (*PWR, Pressurized Water Reactors*) n'a fini par aboutir qu'à la construction d'une seule centrale, *Sizewell B* (enfin intégrée au réseau en 1995). Lors de la publication du livre blanc de 2003, l'investissement dans la construction de nouveaux réacteurs nucléaires paraissait tout au mieux une possibilité lointaine, et encore...

La crise financière qui a frappé la société privatisée, *British Energy*, en 2002, n'a pas favorisé non plus la confiance dans le nucléaire même si elle était causée par l'échec d'une acquisition de société de matériel électrique. Et cette confiance fut d'autant plus ébranlée lorsqu'on vit qu'il manquait les fonds nécessaires à la finition des travaux de *Sizewell B* (ce qui laissait une facture d'environ 100 milliards de livres à payer par les contribuables). En outre, les accidents survenus à Three Mile Island, en 1979, et à Tchernobyl, en 1986, étaient encore bien présents à l'esprit.

Néanmoins, avant la réélection des Travaillistes en 2001, on commença à se poser des questions sur la sécurité d'approvisionnement en énergie.

Le fait qu'après avoir ouvert son marché d'électricité, la Californie ait subi d'importantes coupures de courant en 2000 et en 2001, a rappelé aux Britanniques que les économies les plus avancées n'étaient pas à l'abri d'une panne, même si la dernière coupure dans l'île remontait au début des années 1970. En outre, les manifestations qui eurent lieu en septembre 2000 – des agriculteurs contestaient le prix du carburant en bloquant des dépôts de pétrole et des raffineries – avait immobilisé le

pays durant une semaine. Tout cela a fini par soulever de sérieuses questions sur la capacité de stockage du pétrole, d'autant plus que les réserves de la mer du Nord s'épuisaient. Le prix du pétrole, au-dessous de 10 \$/baril en 1998, avait triplé en moins d'une année. Le jour suivant l'élection parlementaire de juin 2001, le Premier ministre annonça que le 10 Downing Street (au lieu des ministères du Commerce et de l'Industrie, ou de l'Environnement), réexaminerait l'avenir énergétique du Royaume-Uni.

En l'occurrence, ce réexamen, qui allait aboutir à la publication du livre blanc sur l'énergie au début de 2003, avait fait un faux départ. En effet, dès avant sa publication, les prix du pétrole étaient un peu moins tendus, les tentatives de relance des manifestations s'étaient soldées par un échec et les pays développés n'avaient plus connu de coupures de courant comme celles qui avaient eu lieu en Californie. Tout paraissait rentrer dans l'ordre, et le livre blanc – nous pouvons l'affirmer avec le recul, mais plusieurs commentateurs le disaient déjà à l'époque – ne fit preuve d'aucun état d'âme face à l'énormité de l'enjeu ; ceci, tout en laissant croire que l'énergie renouvelable relèverait seule le défi. Toutefois, une vague d'inquiétude allait bientôt renaître sur tous les fronts.

LA SÉCURITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT

Le Royaume-Uni est, à l'exception du Canada, le seul pays industrialisé qui avait fini par pouvoir bénéficier de ressources énergétiques autosuffisantes et, de fait, il avait été exportateur net pour ainsi dire sans interruption depuis l'invention de la machine à vapeur.

Mais, en raison de l'épuisement des gisements de gaz en mer du Nord, il va devoir faire face à une nouvelle donne et devenir importateur net de gaz vers 2010, c'est-à-dire pendant la période où la part du gaz devrait croître dans la production d'électricité : en 2005, le gaz était générateur de 38 % de l'électricité du Royaume-Uni. La plupart des pays industrialisés sont, comme on le sait, importateurs nets d'énergie sans que cela soit fatal à leur économie ; mais l'histoire récente nous rappelle le sort de la France, pendant les années 1970, ou de l'Ukraine, au début 2006, lors de l'interruption de l'approvisionnement en gaz par le Président Poutine. Comme le Royaume-Uni se situe en fin de longs réseaux de livraison provenant du Moyen-Orient et de l'ex-URSS, on peut penser qu'il pourrait être très vulnérable lors de ruptures d'approvisionnement, qu'elles soient d'ordre climatique, politique, terroriste ou autre. Après la ruée sur le gaz au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, la capacité du réseau électrique du Royaume-Uni avait augmenté (voir la figure 1). Toutefois, les investissements dans de nouvelles centrales se sont quasiment taris après 2000.

Il est question de fermer un certain nombre de centrales, notamment celles en rapport avec le programme

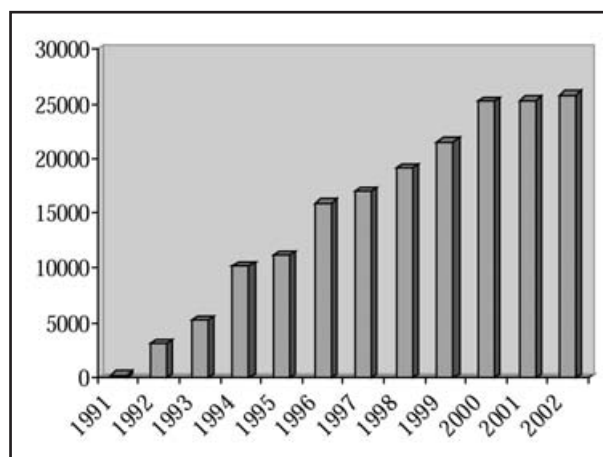


Figure 1 – Capacité nouvelle (cumulative) depuis 1991 au Royaume-Uni (MW).

nucléaire Magnox ou les centrales à charbon les plus anciennes (en conformité avec la directive européenne n° 84/360 de 1988 sur la réduction des émissions des grandes installations de combustion). En même temps, la demande d'électricité devrait croître. Du fait de ces facteurs, d'après certaines estimations, le pays aurait besoin de nouvelles installations capables de produire 35 000 MW d'ici 2030.

Quant à la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique, le Royaume-Uni s'est fixé un objectif de 10 % d'ici 2010 et espère atteindre les 20 % en 2020. Néanmoins, l'énergie éolienne ne représentera pas un apport suffisant en raison de la variabilité des vents. Comme on peut le voir en Allemagne (voir la figure 2), un parc d'éoliennes bien développé contribue peu au réseau quand le temps n'est pas favorable. De plus, le niveau de production varie rapidement, d'où la nécessité des centrales à gaz pour prendre la relève. Tout ceci joue un rôle important dans l'évaluation des conséquences économiques et environnementales qu'entraînerait le recours à d'autres sources d'énergie.

La qualité des réseaux de transmission et de distribution constitue une troisième menace pour la sécurité d'approvisionnement. Le *National Grid* ainsi que les réseaux de distribution locaux sont en bon état.

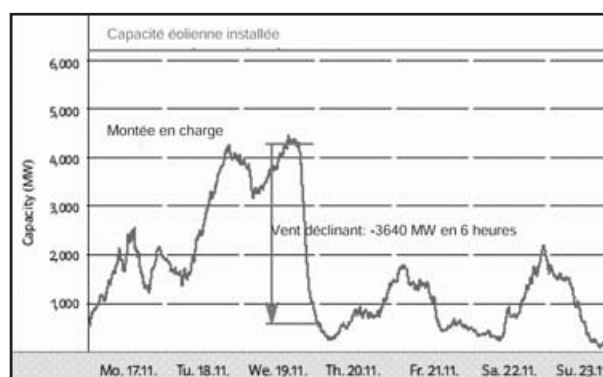


Figure 2 – Fluctuations de l'alimentation du réseau à partir de l'énergie éolienne (zone de contrôle. Réseau E.On, Allemagne, Novembre).

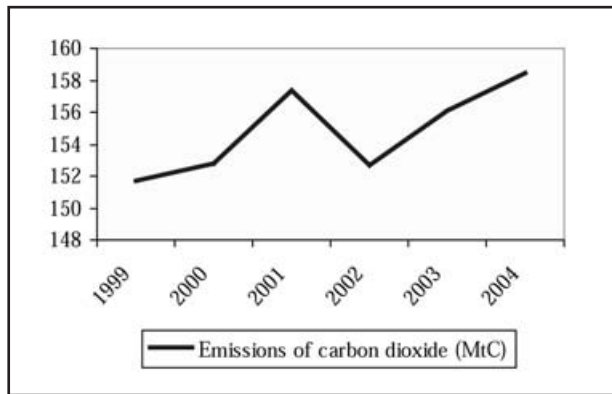


Figure 3 – Emissions de gaz carbonique au Royaume-Uni, 1999-2004 (par comparaison avec 165,4 MtC en 1990).

Cependant, les coupures de courant à Londres et à Birmingham en 2003, ainsi que les pannes qui eurent lieu en Italie (deux fois), à Copenhague et au sud de la Suède, de même, bien entendu, que celles survenues à New York et au sud-est du Canada pendant l'été 2003, ont réveillé les inquiétudes. Tous ces événements nous rappellent en effet que la question de la sécurité d'approvisionnement est primordiale, et qu'il ne faut pas négliger le coût de telles coupures tant sur le plan financier que sur le plan social.

Il faut bien reconnaître que c'est l'atout du nucléaire de ne dépendre ni de réserves limitées en combustibles fossiles ni de conditions climatiques locales.

L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Pendant une décennie, le Royaume-Uni avait vu ses émissions de gaz à effet de serre décroître, ce qui lui avait permis de prendre le rôle de *leader* dans les négociations internationales sur le changement climatique. A l'issue de cette période, on fut embarrassé de constater que les émissions de gaz carbonique reprenaient et avaient augmenté de presque 5 % de 1999 à 2004 (voir la figure 3). Si l'engagement pris à Kyoto n'est pas remis en cause, le Gouvernement est, par contre, forcé d'abandonner sa promesse électorale de 1997, c'est-à-dire de réduire les émissions de gaz carbonique de 20 % en 2010 par rapport à 1990.

Cette augmentation des émissions carbonées résulte, d'une part, de la fermeture de centrales nucléaires et, d'autre part, d'un plus grand recours au charbon en rapport à la hausse du prix du gaz.

On se rend donc compte que la fin de la production d'électricité d'origine nucléaire (voir la figure 4) correspondrait à une augmentation probable des émissions de CO₂ provenant d'autres sources et que cela risque de ne pas faciliter la conclusion d'un accord post-Kyoto. Mais qu'en est-il de l'impact du nucléaire sur l'environnement ?

Grâce aux progrès réalisés en Finlande concernant le processus du choix d'un site de stockage des déchets, nombreux sont les commentateurs et hommes politiques ayant fini par conclure qu'il n'y avait, en principe, plus de raison de douter de la sécurité en matière de gestion des déchets radioactifs et qu'on pouvait compter sur le soutien de l'opinion publique.

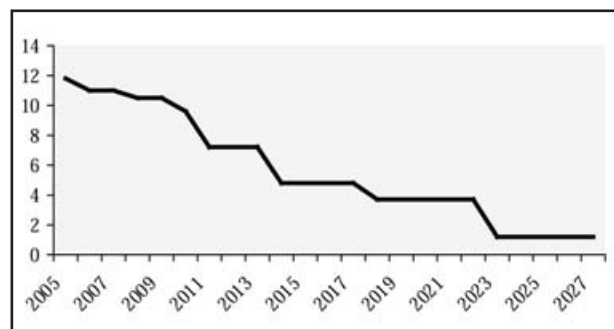


Figure 4 – Projection de la capacité de production de l'électricité à partir du nucléaire (GW) du Royaume-Uni.

Le rapport de juillet 2006 réalisé par la Commission sur la gestion des déchets radioactifs confirme le choix de stockage à grande profondeur. Fin octobre, le Secrétaire à l'Environnement, David Miliband, a annoncé des consultations avec les collectivités locales afin de pouvoir procéder à l'identification d'un site.

De l'évolution des prix

En août 2006, le prix du pétrole a atteint 77 \$/baril, c'est-à-dire presque dix fois plus qu'en 1998 (voir la

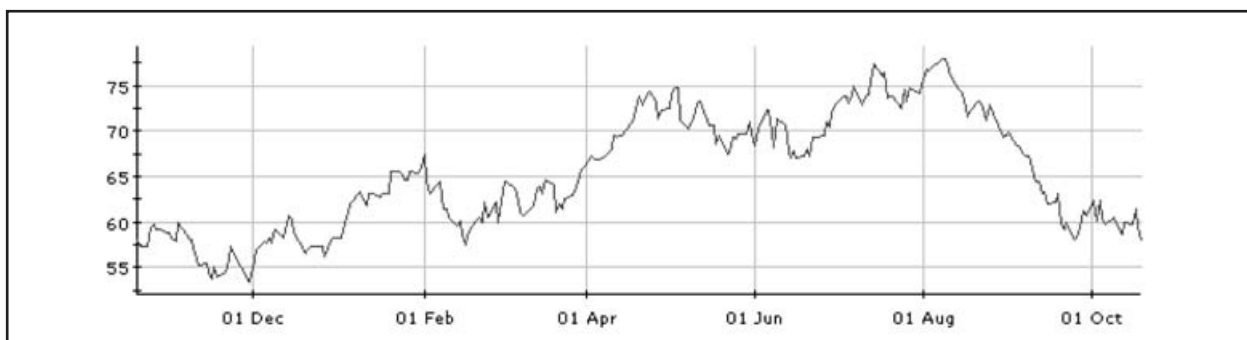


Figure 5 – Le prix de pétrole brut à Brent (\$/baril), 2005-2006. L'abscisse : 1^{er} décembre 2005 ; 1^{er} février 2006 ; 1^{er} avril ; 1^{er} juin ; 1^{er} août ; 1^{er} octobre.

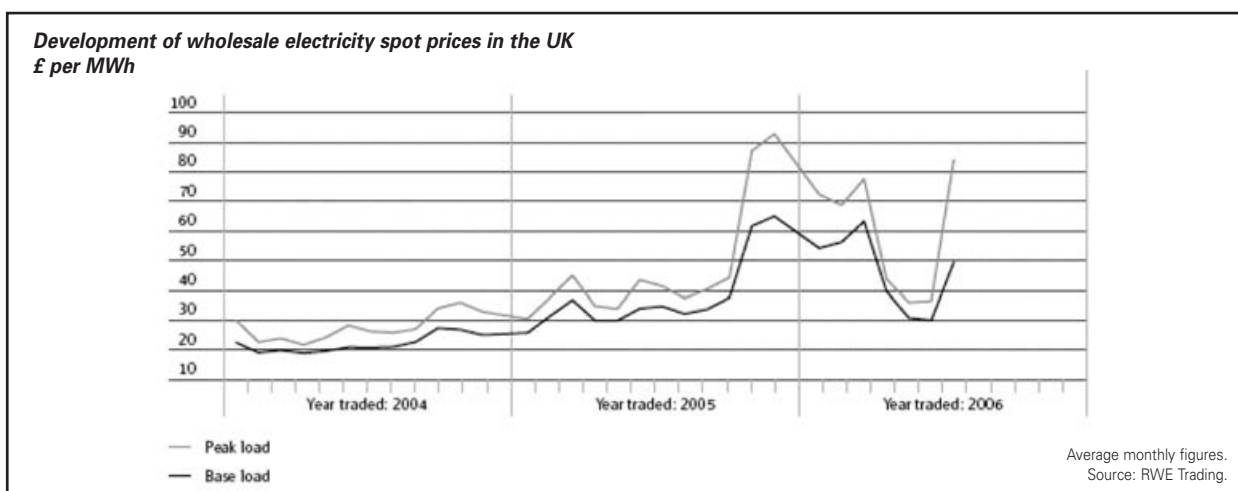


Figure 6 – L'évolution du prix de gros de l'électricité (cours du disponible) au Royaume-Uni (moyennes mensuelles).
L'abscisse : Année des transactions : 2004 ; 2005 ; 2006 de pointe ; de base.

figure 5). Les prix du gaz et, dans une moindre mesure, ceux du charbon ont également connu une hausse significative. Même si ces prix se sont assagis quelque peu en automne, l'incidence de cette hausse sur les ménages inquiète le gouvernement, et son impact sur l'industrie est considérable.

L'incidence sur l'évolution du prix de gros de l'électricité au Royaume-Uni (voir la figure 6) a été spectaculaire : descendu aux environs de 15 £/MWh en 2002, ce prix s'est envolé autour des 100 £/MWh.

En revanche, la hausse du prix du baril a eu peu d'incidence sur le prix de gros de l'électricité en France. En effet, malgré une forte augmentation du prix de l'uranium pendant cette même période, cette matière première (par comparaison avec le gaz ou le charbon) représente une part bien plus faible du coût total de production d'électricité.

LA RÉPONSE DE L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE

Entre temps, l'activité dans le secteur nucléaire n'est pas restée au point mort. De nouvelles conceptions se sont montrées plus conformes aux conditions de fonctionnement d'un marché concurrentiel – une construction plus rapide et moins chère ainsi qu'un fonctionnement plus fiable (tout au moins sur le papier) – qui paraissent prometteuses, à en juger de récents projets dans la zone Asie – Pacifique. Le coût d'une centrale nucléaire devrait pouvoir être réduit de moitié grâce à une simplification de la conception ainsi qu'à l'utilisation de systèmes de sécurité dits passifs (au lieu de systèmes conçus par l'ingénierie). Les conséquences sur la sécurité ou la fiabilité ne devraient pas être négatives et pourraient même s'avérer positives.

La libéralisation a fini par rompre l'approche étroite nationale qui freinait le développement du nucléaire au Royaume-Uni. Après avoir acheté aux États-Unis les plans d'une conception parfaite pour *Sizewell B*, le pays a dépensé 700 millions de livres sup-

plémentaires pour les rendre « britanniques ». Grâce à une approche transnationale (et pas seulement dans le nucléaire) de la conception des centrales, de la production des composants et des compétences, on a pu constater une amélioration de la performance qui faisait défaut pendant l'ère de l'économie dirigée. Le développement d'un marché transnational d'électricité, où sont présents quelques très gros acteurs pan-européens (EdF, Enel, RWE, E.On), permet l'émergence d'un nouveau modèle de financement et de choix de construction de centrales nucléaires. Afin de réaliser des économies d'échelle, il est préférable d'avoir dix réacteurs AP1000 ou EPR-1600 disséminés à travers l'Europe qu'un grand nombre de centrales situées dans un petit marché sans pour autant que les marchés nationaux perdent en flexibilité. D'autre part, la performance des centrales nucléaires a progressé de manière continue (voir la figure 7). Selon toute vraisemblance, la discipline du marché y a contribué.

Le soutien de la population

Il est difficile de savoir quelle est la position de l'opinion publique sur les enjeux que représente le nucléaire.

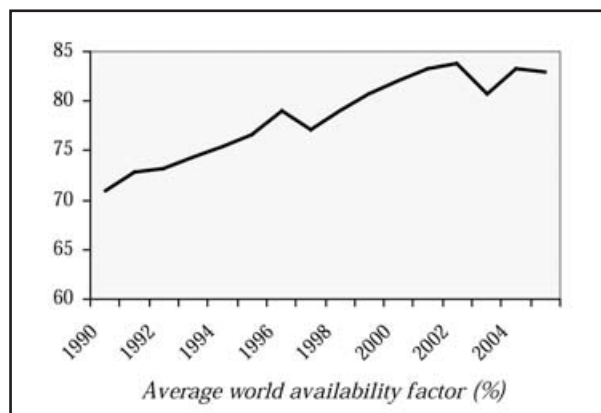


Figure 7 – Moyenne mondiale du taux de disponibilité des centrales nucléaires (%).

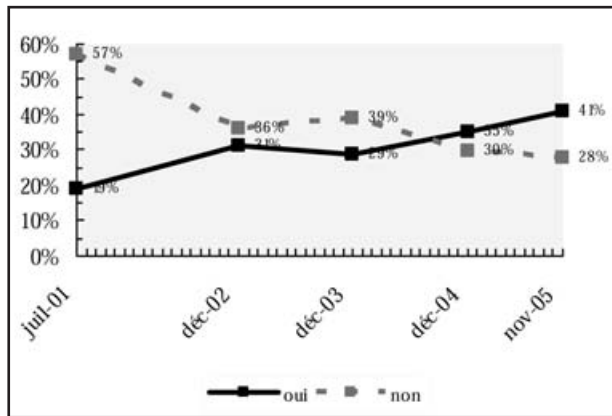


Figure 8 – Réponses à la question : Dans quelle mesure seriez-vous d'accord ou non avec la construction de nouvelles centrales nucléaires en Grande-Bretagne afin de REMPLACER des centrales qui seront mises hors service dans les quelques années à venir ? Cela assurerait que la part d'énergie nucléaire resterait constante.

L'abscisse : juillet 2001 ; décembre 2002 ; décembre 2004 ; novembre 2005 ; Pour ; Contre.

Selon les résultats d'enquêtes renouvelées et réalisées sur une longue période auprès de la population, on constate que cette dernière est de plus en plus favorable au nucléaire (voir la figure 8).

Ceci, d'autant plus si l'on ne considère pas le recours à cette source d'énergie comme étant le signal d'une expansion à grande échelle du parc nucléaire, mais plu-

tôt comme une solution de remplacement de centrales existantes ou comme une condition d'une politique énergétique équilibrée.

VERS UN RENOUVEAU DU NUCLÉAIRE ?

Le retour de la présence du nucléaire dans l'agenda politique du Royaume-Uni s'est fait très rapidement, car il devenait de plus en plus évident que les temps favorables à une politique énergétique facile comme celle des années 1990 étaient révolus et que le pays devait désormais faire face à des défis majeurs en matière énergétique. Aussi l'industrie nucléaire jouit-elle aujourd'hui d'une meilleure image auprès de la population et du monde politique.

En outre, les mesures préconisées par le *Energy Review* de 2006 sont acceptables puisqu'elles tendent à simplifier et à raccourcir les processus de planification et d'obtention d'autorisation.

Cependant, il n'est pas certain que les investisseurs privés se sentent rassurés car, pour eux, les risques liés à une révision des textes juridiques ou réglementaires, qui échapperait à leur contrôle, persistent. Néanmoins, la construction de nouvelles centrales nucléaires au Royaume-Uni n'a jamais été aussi probable depuis vingt ans.